

Sarah Knafo sur i24News : Pour voter contre l'antisémitisme, il faut voter contre l'immigration !

26 min · Reconquête

Bonsoir, nous sommes ici dans les locaux de campagne du parti Reconquête pour un entretien avec Sarah Knapfau, candidate sur la liste menée par Marion Maréchal aux prochaines élections européennes. Bonsoir Sarah Knapfau. Bonsoir. Alors Sarah Knapfau, on va commencer avec le conflit évidemment qui occupe la scène internationale, ce conflit entre le Hamas et Israël. On va tout d'abord revenir sur la décision de la Cour pénale internationale. Comment vous expliquez que la France n'a pas condamné cette décision contrairement à d'autres pays européens et quelle est la position justement de Reconquête sur cette décision ?

Sarah : J'ai été très surprise quand j'ai vu que la France non seulement ne condamnait pas la décision mais la soutenait, alors qu'on a vu que l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, d'autres pays européens, eux, ont condamné cette décision. Et j'ai eu l'impression, mais c'est un peu le sentiment que j'ai d'ailleurs depuis le 7 octobre et même avant en réalité, que la France n'avait plus de boussole. J'ai l'impression qu'Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont aucune boussole en géopolitique, alors qu'en principe, les grands pays se fixent des principes, se disent nous, on doit défendre les intérêts de notre pays coûte que coûte et ensuite s'y tiennent. Nous, on a l'impression que tout change du jour au lendemain, c'est-à-dire qu'on a un jour Emmanuel Macron qui va aller en Israël au lendemain du 7 octobre et il va même appeler à une coalition contre le Hamas, vous vous en souvenez, et le lendemain, il se sent obligé d'aller voir Marc Moudabass pour aller là exprimer son soutien, comme si quelque chose l'est obligé le lendemain du 7 octobre. On a un Emmanuel Macron qui va s'inquiéter de l'antisémitisme et faire des grands discours et qui le lendemain va nous dire finalement je ne vais pas à la marche contre l'antisémitisme parce que j'ai peur, je n'ai pas envie d'y aller, ce n'est pas ma place. Aujourd'hui, il soutient le réquisitoire de ce procureur Karim Khan et en fait, on se demande mais pourquoi ? Pourquoi est-ce que ça change tous les jours ? Moi, je crois avoir une réponse. Je crois qu'en réalité, on a un président de la République qui a peur. On a un président de la République qui a peur de ce qu'on pourrait appeler la rue arabe en France parce qu'en France, elle existe, cette rue arabe. Je crois qu'on a un président de la République qui a compris que c'était un sujet inflammable pour beaucoup de monde, qui n'a pas envie d'être le président qui va rester dans l'histoire comme celui qui a vu les banlieues s'enflammer et qui se dit encore une minute, Monsieur le Gauraud, on va attendre, ce n'est pas moi qui vais enflammer la situation. Donc moi, ce que j'observe avec cette décision, c'est cette même peur, cette tension qu'il y a en ce moment à l'Élysée, j'ai l'impression. On a aussi le quai d'Orsay. Peut-être qu'on en reparlera tout à l'heure sur la position de la France, mais le quai d'Orsay qui lui aussi défend une position, la politique pro-arabe de la France, comme il dit depuis des années, qui à mon avis doit changer. Mais si vous voulez, on en reparlera plus tard. Et le deuxième sujet que ça m'évoque, cette décision, en réalité, c'est plus spécifiquement sur la cour pénale internationale. La question qu'on se pose, c'est mais qui sont ces gens ? Qui sont ces gens ? Qui les a élus ? Qui les désigne ? De quel droit est-ce que soudain, ils s'arrogent le pouvoir de décider qui sont les méchants et qui sont les gentils sur l'ensemble de la planète ? C'est une question qu'on peut se poser. Et on se dit, mais finalement, si leurs boussoles, on reparle de boussoles, si leurs boussoles, à eux, c'était les droits de l'homme, mais il y aurait des mandats d'arrêt par centaines, tous les jours. Et où est le mandat d'arrêt de la cour pénale internationale contre l'Iran ? Où est le mandat d'arrêt

contre la Chine ? Je ne l'ai pas vu. Où est le mandat d'arrêt contre la Corée du Nord ? Donc, on peut se poser la question, est-ce que ce qui les guide, c'est vraiment les droits de l'homme ? Et moi, je crois que non. Je crois que pour la cour pénale internationale, comme pour de très nombreuses institutions des Nations unies, il y a un sentiment qui est en train de s'installer, qui est un sentiment, je dirais, anti-occidental et donc anti-israélien. Quand vous regardez depuis 2015, 70 % des résolutions condamnatoires de l'ONU ont été dirigées contre Israël. C'est-à-dire plus que l'ensemble des autres pays de la planète. Il faut imaginer que si on avait des martiens qui débarquaient demain sur la terre et qu'ils voyaient les résolutions de l'ONU, ils s'imagineraient qu'Israël est un pays de 70 milliards d'habitants en guerre contre les pays du monde entier. Il y a quelque chose d'invraisemblable. Et il faut qu'on se rappelle aussi en France que les Nations unies, c'est la même institution qui, il y a quelques mois, a appelé la France à plus de vigilance pour la liberté des femmes sur le voile au moment où on interdisait la bâillarde. C'est-à-dire que les Nations unies se sont senties autorisées à venir réprimander le pays des droits de l'homme en leur disant attention, il faut que les femmes musulmanes puissent mettre des voiles si elles le veulent. Moi, je considère que c'est une ingérence insupportable qui révèle ce que je vous disais tout à l'heure, un sentiment anti-occidental qui s'installe au cœur des institutions internationales. On

va revenir sur la France qui a présenté ses condoléances à l'Iran, le quai d'Orsay et également sur cette minute de silence qui a été respectée à l'ONU où l'Union européenne aussi, tous les membres, se sont à lever pour cette minute de silence. Est-ce que vous avez une réaction face à cela

Sarah : ? La question qu'on se pose, c'est dans quel traité ? Quand est-ce qu'on a décidé, c'est dans la Charte des Nations unies qu'on dit qu'il faut se lever, faire une minute de silence à la mort d'un dirigeant. Donc la question qu'on se pose, est-ce que ça, c'est de la diplomatie ? L'ONU, c'est une instance multilatérale qui doit nous servir à faire parler les différentes nationalités du monde. Mais là, en quoi est-ce que c'est de la diplomatie ? Moi, je ne vois pas. En quoi est-ce qu'on était obligé de participer à ça ? On peut se demander si s'il est arrivé quelque chose à Vladimir Poutine. Est-ce que la France se serait levée ? Moi, je ne crois pas. Donc là, on a le boucher de Téhéran, comme on l'appelle, le Staline de Téhéran, quelqu'un qui assassine en prison des centaines de personnes, un Mola, et on se lève pour lui. Donc la question que je me pose, c'est qu'avait la France à perdre, à refuser de se livrer à cet exercice ? Moi, je ne crois que rien. La France n'a plus d'intérêt économique en Iran parce qu'elle a accepté de les sacrifier pour suivre les États-Unis. Donc je considère qu'on n'avait rien à perdre à ne pas participer à cette ligne de silence.

On va continuer sur la scène internationale, cette fois-ci avec la reconnaissance de l'État palestinien par l'Espagne, la Norvège ou encore l'Irlande, la France, est-ce qu'elle doit faire de même selon vous et reconnaître cet État de Palestine actuellement

Sarah : ? Mais lequel ? La question qu'on se pose, c'est quel serait l'État de la Palestine ? Moi, aujourd'hui, j'observe que... On parlait un peu de la politique de la France tout à l'heure. On a aujourd'hui au Quai d'Orsay une direction qui s'appelle Afrique du Nord-Moyen-Orient et qui est historiquement pro-arabe. Vous avez certains diplomates qui eux sont plutôt des partisans de la réelle politique, je vous le disais, un peu plus gaulienne et qui les appellent carrément la rue arabe au sein du Quai d'Orsay, ces gens-là. Et donc, ce sont des gens qui défendent ce qu'ils imaginent être un vieil héritage gaulien de défense de la politique pro-arabe de la France. Et moi, je crois qu'en réalité, cette histoire est terminée. Elle est derrière nous, ça date de 1967. Et à mon avis, c'est fini. Et c'est fini pour deux raisons. D'abord, parce que la situation géopolitique a changé. On en a parlé, on pourrait développer. Et la deuxième raison, je crois que c'est le grand remplacement. C'est chez nous que ça a changé. Depuis quelques années, l'islam, la rue arabe, on en parlait tout à l'heure, est devenue une menace pour nous, chez nous. Et donc, je crois qu'aujourd'hui, défendre des

intérêts arabes, c'est en réalité défendre des intérêts anti-français. Et je ne crois pas qu'on puisse, aujourd'hui, continuer de défendre une politique qui a été la notre il y a 60 ans et qui a bien changé. Si on suit l'héritage du général de Gaulle, on comprend justement que le gaullisme en matière internationale, c'est surtout un pragmatisme, une capacité d'adaptation. Et moi, je crois que beaucoup le trahissent aujourd'hui en pensant le perpétuer, mais que la première urgence, c'est de réussir à lutter contre ces ingérences islamiques. On peut parler du Qatar qui finance les frères musulmans, qui finance le Hamas, qui s'infiltrer dans nos universités, dans nos médias, dans nos banlieues, qui a des accords préférentiels avec la France, sur lesquels, à mon avis, il faut revenir de toute urgence. On pourrait parler de la Turquie, la Turquie avec les loups gris, leurs financements là aussi de mosquées très radicales qui répondront au premier coup de sifflet d'Hardogan si jamais un jour ils décidaient de mettre à mal les intérêts français. Et là, je pense que la première urgence, vous l'avez dit, je suis candidate aux élections européennes. La première urgence, c'est de mettre fin au processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. C'est un scandale que ce soit encore pendant. On a le dirigeant de la Turquie, M. Hardogan, qui, juste après le 7 octobre, justement, a dit cette phrase qui aurait dû choquer les dirigeants occidentaux du monde entier, qui a dit aujourd'hui s'engage une lutte entre la croix et le croissant. C'est très clair. Et je crois que c'est à nous de nous dire de quel côté on veut être. Donc, la politique arabe dans ce contexte, si vous voulez, à mon avis, c'est choisir les intérêts ennemis de ceux de la France.

Néanmoins, si vous ne reconnaissez pas un État palestinien actuellement, parce que ce n'est pas le bon moment, si je comprends bien ce que vous dites, jamais Reconquête ne va reconnaître un État palestinien, surtout si vous êtes élu et que l'Europe a pris acte de ses reconnaissances de ses pays membres et demande à ce que justement l'Union européenne soit unifiée à ce niveau-là.

Sarah : Alors, il y a deux questions dans votre question. Pour la première, la question que je vous ai posée, c'est mais lequel ? Un État palestinien, mais où ? Sur quel territoire ? C'est la première question à se poser. C'est difficile de dire est-ce que vous reconnaissez tel État ? Je ne sais pas sur quel territoire, dans quelle ville, etc. Qu'est-ce que ça implique ? Est-ce que c'est comme Madame Rima Hassan, From the River to the Sea, et donc il n'y a plus d'Israël et on reconnaît un État palestinien ? Est-ce que c'est en Cisjordanie ? Je n'ai pas la réponse à votre question. Je pense que tout le monde est d'accord pour dire qu'une solution idéale, ce serait deux États. Nous aussi, on est d'accord chez Reconquête. On se dit que ce serait idéal, mais aujourd'hui on n'en voit pas l'aboutissement possible. Donc, je n'ai pas envie de mentir et de vous inventer des solutions idéalistes. Oui, j'aimerais beaucoup qu'il y ait une solution à deux États. J'en vois pas pour demain la possibilité. Je me permets de répondre juste sur l'Union européenne, parce que c'est important pour moi. Vous dites, on aimerait que les positions soient alignées. Moi, je ne crois pas... C'est ce

que l'Union européenne demande.

Sarah : Moi, je ne crois pas à la politique étrangère européenne. Je crois qu'on n'arrivera pas à se mettre tous d'accord à 27 pays. On est déjà trop nombreux. On n'arrivera pas à se mettre tous d'accord. Et c'est important que la France garde une voie unique, qu'elle puisse dire, qu'elle décide en conscience seule, selon ses propres intérêts, et pas en se soumettant à la majorité des pays, si jamais ça va contre nos intérêts. Donc moi, je ne crois pas à la politique étrangère européenne. Chaque État a sa politique étrangère propre. Mais en revanche, il y a des choses qu'on peut faire ensemble. Et nous, chez Reconquête, typiquement sur le sujet, qu'est-ce qu'on dit ? Premier élément, il ne faut plus qu'un seul euro soit pris dans la poche des Européens pour financer des institutions comme l'UNIROA. Ça, c'est inenvisageable. L'UNIROA, vous vous en souvenez, c'est cette institution censée aider les réfugiés palestiniens qui a plus de fonds à elle toute seule, qui a quatre fois plus de fonds à elle toute seule que toutes les institutions qui aident les réfugiés dans les

autres pays. Juste pour le sujet des Palestiniens, de l'argent qui est très souvent donné par l'Union européenne. Ça, nous, on dit, c'est plus possible. Pourquoi c'est plus possible ? Parce que l'UN Watch a démontré que cette association servait de cash d'armes au Hamas, que certains de ses membres avaient carrément participé à la dédicace de cette association. D'autres ont jubilé sur des conversations. Ça a été documenté. Donc, pour toutes ces raisons, nous, ce qu'on dit, c'est plus un euro donné de la poche des Européens vers cette association. Premier élément. Le deuxième élément, je vous l'avais dit, c'est lutter contre les ingérences islamiques. Le Qatar, il faut plus de naïveté. C'est plus possible. La Turquie, de la même manière, plus de naïveté. Il faut démonter tous les réseaux des frères musulmans, leur ingérence, notamment dans la vie politique française. Il faut en faire une cartographie précise. Il faut être lucide sur ces sujets. Et la dernière chose, je crois que la France, je vous l'ai dit, doit sortir du vieux logiciel de la politique arabe et elle doit accepter une forme de défense de la civilisation européenne, de la civilisation occidentale. Et quand on parle de civilisation occidentale, on est obligé de parler d'Athènes et de Jérusalem. Et donc, à mon avis, un des symboles très forts, ce serait que la France accepte de dire Israël veut que sa capitale soit Jérusalem. On l'accepte. On passe de Tel Aviv à Jérusalem parce que Jérusalem, c'est non seulement le berceau national d'Israël, mais c'est aussi le berceau de la civilisation occidentale d'une certaine manière. C'est le berceau de la civilisation judéo-chrétienne. Ce n'est pas une ville périphérique en Israël. C'est également ce que pensent les chrétiens qui voient Israël comme la Terre Sainte. Et Jérusalem, ce n'est pas seulement la deuxième ville d'Israël. Ça doit être la première. Et je pense qu'on doit être capable de dire oui, demain, la capitale d'Israël doit devenir Jérusalem.

On va parler d'Israël. Vous étiez justement dans ce pays avec Eric Zemmour en novembre 2023. Qu'est-ce que vous reprenez tout d'abord de ce voyage, peut-être d'un point de vue personnel d'abord et puis d'un point de vue un peu plus politique ensuite

Sarah : ? C'était un voyage qui était très dur. On était juste après les événements du 7 octobre. Donc mes premiers souvenirs, c'est l'équiboot qu'on a visité. C'est le centre médico-légal. On a rencontré des familles d'otages aussi. D'un point de vue humain au tank politique, moi, ce qui m'a marquée, c'est les rencontres qu'on a pu faire avec la communauté française en Israël. On est allé à Natania, il y avait 1500 personnes. On a pu parler avec les gens. Et moi, ce qui m'a marqué, ce qui m'a émue, c'est que j'ai eu l'impression de rencontrer comme des réfugiés, des gens qui avaient dû fuir la France, qui avaient dû quitter la France justement à cause de la menace islamique et qui se sont réfugiés en Israël. Et en fait, quand j'ai vu ces gens qui avaient des drapeaux français dans la salle à Natania, qui chantaient la Marseillaise, qui étaient heureux de se retrouver entre Français, quand j'ai vu ces gens, je me suis dit, mais quelle tristesse de voir des gens qui aimaient passionnément la France et qui ont été obligés de la quitter, alors que tant de gens qui la détestent y arrivent chaque année. C'est vraiment la chose qui m'a qui m'a marqué. Et je vous raconte une anecdote parce que, parce qu'elle est touchante. On a rencontré une femme française qui nous disait qu'elle avait quitté la France en 2015 parce qu'elle habitait au-dessus de l'hypercachère à la porte de Vincennes et que ça l'avait traumatisée. Elle s'était dit, je veux pas revivre ça. Elle est partie vivre en Israël. Et ce qui est très triste, c'est qu'elle a perdu son fils le 7 octobre, qui a été assassiné par un djihadiste. Donc, on se dit, quand on entend ça, on se dit, en fait, il n'y a pas de solution individuelle, il n'y a pas de fuite possible. Il faut se battre. Il faut affronter. Il ne faut pas baisser les yeux. Et ce qui m'a marqué en Israël, c'est ce peuple qui ne baisse pas les yeux. Ce peuple fier de lui, qui ne s'excuse pas d'exister, qui a envie de continuer d'exister pendant des siècles et des siècles, et plus si c'est possible. Un peuple qui est très divisé. On sait, il y a des oppositions politiques, mais qui restent soudées sur ça. Et si vous voulez, moi, ça m'a rappelé un peu la France du 19e siècle, telle que je la lis dans les livres. Et donc, moi, mon espoir, c'est aussi que la France redevienne un peuple soudé, fier de lui, qui ne baisse plus les yeux et qui se dit on a

décidé de nous mener une guerre. On n 'a pas décidé de cette guerre. Ce n 'est pas nous qui l 'avons choisie. Mais maintenant, il faut s 'en défendre et il faut survivre et

transmettre. Justement, cette communauté française qui est en Israël a donné pas mal de voix à l 'élection présidentielle, à Éric Zemmour. Est ce que vous avez une stratégie pour ces élections européennes? Est ce que vous pensez que les Français d 'Israël vont se mobiliser aussi? Cette fois ci,

Sarah : je l 'espère. J 'espère qu 'ils vont se mobiliser. Est ce qu 'on a une stratégie? Je vous dirais non, parce que ces gens, quand on parle de la France, ils sentent qu 'on parle d 'eux. La France, c 'est un pays qu 'ils ont aimé, qu 'ils ont adopté, qu 'ils ont dû quitter parfois avec beaucoup de peine. Un pays qui leur manque et ils voient à la télé certains regardent votre chaîne, d 'autres chaînes et ils voient ce que la France est en train de devenir. Et ils se disent, on reconnaît pas le pays qu 'on a aimé. Et je pense que c 'est pour ça que notre discours a trouvé un écho chez eux. C 'est, à mon avis, le seul discours qui défend vraiment non seulement cette idée qu 'ils se font de la France, mais aussi le quotidien des Français ici, le quotidien de tous les Français, quelle que soit leur confession, des Français juifs qui se sentent menacés, des Français catholiques, historiques qui sentent que leur pays est en train de changer de face, changer de visage et qui reconnaissent d 'un reconquête dans aujourd 'hui le vote pour Marion Maréchal, demain, je l 'espère, dans le vote pour Éric Zemmour, qui reconnaissent cet espoir, ce souffle d 'une France qui veut redevenir elle -même et laisser ce pays magnifique à leurs enfants.

Il y a tout de même un tabou en Israël concernant les partis d 'extrême droite. Là, on a vu récemment Amir Haïshikli, qui est le ministre israélien de la Diaspora et de la lutte, qui a aussi contre l 'antisémitisme, qui a participé à un congrès Vox en Espagne, avec Marine Le Pen, il y a même une photo qu 'on a pu voir des deux personnalités publiques. Quel regard vous portez -vous sur ce tabou qu 'ont les hommes et femmes politiques israéliens pour ne pas rencontrer officiellement, on va dire, devant la presse des membres de l 'extrême droite européenne ?

Sarah : Déjà, moi, le terme d 'extrême droite, je trouve qu 'il ne me concerne pas. Je ne sais pas ce que ça veut dire, je ne m 'y reconnais absolument pas. Mais pour ce qui est d 'Amir Haïshikli, on l 'a rencontré. C 'est même lui qui nous a emmené à Kfar Raza quand on était en Israël. Donc on l 'a rencontré avec Éric Zemmour, on a eu des conversations passionnantes. Je pense que ce qui explique le fait qu 'on puisse le voir à nos côtés, c 'est qu 'il est ministre de la Diaspora. Il côtoie les Français qui habitent aujourd 'hui en Israël. Il leur parle. Il a senti qu 'aujourd 'hui, le vote pour nous, c 'était le seul vote, justement, qui défendait ces gens. Il le sent, il le comprend. Il voit bien que ce ne sont pas des idées radicales, que c 'est du bon sens. Ce n 'est pas d 'extrême droite. C 'est quelque chose de banal, de consensuel. En réalité, ce qu 'on défend, c 'est les médias français qui veulent nous accoler l 'étiquette extrême droite. Et donc, je pense que c 'est ce qui explique qu 'un homme comme lui, mais plein d 'autres aussi. Vous voyez, par exemple, le parti Vox, vous l 'avez cité en Espagne. Le parti Vox est une scission de la droite classique espagnole. Ce n 'est pas un parti d 'extrême droite en réalité. C 'est comme nous chez Reconquête. Moi, typiquement, j 'étais au républicain. J 'ai soutenu Nicolas Sarkozy par le passé. Donc, on n 'est pas des gens qui sommes proches de l 'extrême droite ou quoi que ce soit. On défend des idées qui sont consensuelles. Et je pense qu 'aujourd 'hui, il y a une prise de conscience que toutes ces idées, finalement, sont celles qui vont bientôt l 'emporter.

On va revenir en France. On va quitter Israël et on va parler de l 'os, os spectaculaire des actes antisémites depuis le 7 octobre. Est -ce que le gouvernement fait assez pour protéger les Français de confession juive dont vous faites aussi partie?

Sarah : Votre question me rappelle une citation qu 'Éric Zemmour a beaucoup citée. C 'est celle de Beausieux qui dit Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. Et ce que je peux vous dire, c 'est que on ne défend pas les Juifs quand on accueille chaque année des milliers d 'antisémites. Ça, non, c 'est la base de la base. Donc, si on veut lutter contre l 'antisémitisme, il faut lutter contre l 'immigration. Et si vous voulez, pourquoi est -ce que je dis ça? Chaque année, on accueille 500 000 immigrés supplémentaires qui viennent en majorité de pays musulmans. Il faut comprendre qu 'aujourd 'hui, dans le monde musulman, il y a un antisémitisme systémique, comme on dit à gauche, un antisémitisme culturel. C 'est un phénomène qui est très documenté, que j 'invente pas. Je ne dis pas ça comme ça. On a, par exemple, l 'historien spécialiste du monde arabe, Georges Ben -Soussan, qui a écrit sur cette histoire de l 'antisémitisme et du monde arabe, on a un auteur qui s 'appelle David Littman qui a écrit un livre grandiose et qui fait des milliers de pages sur la condition des juifs au Maghreb et dans le monde arabe et qui explique à quel point c 'était des pogromes, des humiliations permanentes et incessantes pendant des siècles. Donc on a cet antisémitisme culturel qu 'on avait nous réussi à chasser d 'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale et qu 'on est en train de réimporter nous -mêmes chaque année davantage. Donc moi je dis aux gens qui nous écoutent, si vous voulez voter contre l 'antisémitisme, il faut voter contre l 'immigration et donc il faut voter reconquête. Le 9 juin avec Marie -Marie Schall.

On va continuer à parler justement de la communauté juive mais aussi de la communauté musulmane puisqu 'il y a un débat au niveau européen et vous êtes candidate pour ces élections européennes qui concernent l 'abattage rituel. Jordan Bardella qui est un de vos concurrents a déclaré qu 'il n 'y aurait plus en soi de viande halal et cachère en France puisque pour lui le rituel d 'animaux sans étourdissement c 'est une problématique et ça rendrait illégal donc les viandes halal et cachère en France. Dans le droit français, dans le droit européen, il y a un débat entre justement la liberté de culte et le respect de la dignité animale. Quelle est la position de reconquête concernant l 'abattage

Sarah : rituel ? Alors nous on défend l 'abattage rituel, on défend la liberté de culte. Contrairement aux caricatures qui ont pu être faites sur nous, on considère que quelqu 'un qui croit en Dieu, qui est religieux, doit pouvoir exercer sa religion. La seule limite qu 'on place et on en a beaucoup parlé notamment sur la question de l 'islam, c 'est la conquête de l 'espace public et là on la refuse. Donc typiquement c 'est pour ça qu 'on interdit le voile dans la rue parce qu 'on considère qu 'il y a une conquête visuelle, une islamisation du pays contre laquelle on veut lutter. En revanche, je prends le cas de l 'islam puisque je parle de l 'islam, un musulman qui voudrait faire ses prières chez lui, ça ne nous pose aucun problème et c 'est une évidence. Un musulman qui voudrait faire le ramadan, ça ne nous pose aucun problème. Donc la pratique religieuse on la défend, c 'est la raison pour laquelle sur l 'abattage rituel on est contre l 'interdiction. Il y a une deuxième raison pour laquelle on est contre l 'interdiction, c 'est qu 'en réalité on le sait, si on interdit l 'abattage rituel en France, on va être amené à importer des viandes de l 'étranger. Et ça je crois que ce serait un très mauvais coup qu 'on ferait à nos agriculteurs, à nos éleveurs, parce qu 'on tuerait des filières d 'élevage françaises pour aller importer les viandes d 'ailleurs, en Belgique par exemple, ce qui en réalité est contraire à toute notre philosophie. Il y a eu une crise agricole récemment et j 'ai entendu même Jordan Bardella dire c 'est pas normal d 'imposer en France des normes alors que quand on importe des produits de l 'étranger, on ne demande pas aux agriculteurs étrangers de respecter ces normes. Là il ferait exactement la même chose. Il dirait aux éleveurs français, vous le cachère et le halal, vous n 'avez pas le droit, mais comme on a quand même des croyants et des pratiquants et qu 'on leur empêchait de manger de la viande halal ou cachère, on va aller en Belgique pour importer via les éleveurs belges cette viande -là. Donc un manque de respect total des clauses miroirs qu 'on réclame pourtant. Donc moi, pour toutes ces raisons, je considère qu 'il faut défendre ces filières d 'élevage, il faut défendre ces agriculteurs, il faut permettre aux gens qui veulent pratiquer leur religion de la pratiquer.

On va parler féminisme à présent, surtout avec il y a quelques jours, cette vidéo de 3 minutes 10 qui est sortie sur ces filles qui ont été kidnappées par les terroristes du Hamas, des images assez difficiles à voir avec un texte où on entend un terroriste du Hamas dire ce sont des femmes qui peuvent tomber enceinte. Comment vous expliquez le silence des associations féministes, notamment en France, après le 7 octobre ? Comment vous expliquez ce qui s'est passé le 8 mars au moment du cortège pour les femmes israéliennes et quelle est votre position concernant

Sarah : justement les féminismes ? Vous posez une très bonne question, une excellente question que toutes les féministes sincères se posent en réalité, que toutes les femmes, même celles qui ne sont pas féministes se posent. On se dit mais comment est -ce possible d'avoir des femmes qui se scandalisent de tout, du fait qu'un homme puisse appeler une femme mademoiselle par exemple, qui viennent nous dire qu'il faut mettre des points et des E et des voyelles partout dans les lettres administratives parce que sinon on va mégenrer les gens, qui viennent nous expliquer qu'on doit écrire le mot auteur avec un E. Donc voilà leur combat et qui par ailleurs voient des femmes à l'arrière des pick-up se faire cracher dessus quand elles sont mortes, des scènes atroces et qui là ne disent rien. Comment c'est possible ? Comment est -ce qu'on peut être Sandrine Rousseau ? Comment est -ce qu'on peut être Mathilde Pano et oser prétendre défendre les femmes quand on ne dit rien sur ça ?

Vous entrez dans le combat électoral pour la première fois. Il y a une aussi ressemblance avec Rima Hassan qui est sur la liste. Je vous remercie. À ce niveau là on va dire, sinon vous avez beaucoup, beaucoup de Est -ce que vous pensez qu'elle est un atout, elle, pour la campagne de la France Insoumise ?

Sarah : Rima Hassan ? Est -ce qu'elle a un atout ? Dans une France qui est grand remplacée, je vais vous dire oui, forcément, c'est un atout incontestable. Une femme qui porte un kéfir et qui toutes les trois phrases rappellent qu'elle est palestinienne, je pense que oui, ça peut malheureusement, pour la France, mobiliser du monde. Ensuite, il faut quand même rappeler qui elle est. C'est une femme qui a été convoquée pour l'apologie du terrorisme. C'est une femme qui dit que l'action du Hamas est une action légitime. Comme ça, elle répond oui à cette question. C'est une femme que moi je trouve d'une particulière ingratitude parce qu'elle nous raconte qu'elle est née dans un camp de réfugiés en Syrie. Il faut quand même se dire qu'il y a 57 pays musulmans dans le monde et c'est la France qui l'a accueillie. Et c'est la France qui a accueilli sa famille. Et comment elle remercie la France d'avoir été le seul pays à l'accueillir en crachant sur la France tous les jours en disant ce que fait Israël aujourd'hui en Palestine, c'est exactement ce que la France avait fait en Algérie, typiquement. Ici, elle admire autant l'Algérie. Pourquoi elle n'a pas demandé l'asile en Algérie en fait ? Donc aujourd'hui, la question qu'on se pose, c'est comment est -ce qu'on peut être sur une liste aux élections européennes, se présenter devant les Français et tenir des discours à ce point méprisant vis -à -vis du pays qui l'a accueilli. Et alors, vous avez cité, effectivement, on a fait un collage avec les militants de reconquête à Olnés -sous -Bois et on voyait partout les affiches de la France Insoumise. Et sur ces affiches, il y a le drapeau palestinien partout. Ils vont émettre une photo de Jean -Luc Mélenchon et juste à côté, ça va être écrit Gaza. Donc oui, on se dit c'est la campagne, c'est une campagne européenne, c'est pas une campagne palestinienne. Donc oui, on a collé une affiche de Marion Maréchal par -dessus et on est très contents qu'à Olnés -sous -Bois, les gens puissent voir aussi la France un peu défendue. Merci Sarah Knapfoh. Merci à vous.